



Le 7 mars 2011

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Édifice Langevin
80, rue Wellington
Ottawa, Ont
K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

Les producteurs, transformateurs et exportateurs de porc du Canada ont un besoin urgent de votre aide pour mener à terme les négociations d'un accord de libre-échange avec la République de Corée (Corée du Sud). Soyez assurés que nous sommes reconnaissants des démarches antérieures et actuelles du gouvernement pour que le Canada maintienne sa position sur les marchés internationaux. Nous nous réjouissons de la mise en place de la Fondation Canada-Corée et nous avons confiance qu'elle permettra d'accorder une attention particulière à l'agriculture. Les négociations avec la Corée, qui semblaient si prometteuses, sont toutefois au point mort depuis plus de deux ans. Pendant ce temps, la Corée a conclu des ententes avec d'autres partenaires commerciaux et notre position concurrentielle s'effrite rapidement.

Nous reconnaissons le fait que le Canada cherche à conclure un accord valable sans devoir se soumettre à un échéancier arbitraire. Il est possible que l'industrie automobile soit en position d'attendre. Ce n'est pas notre cas. Notre troisième plus important marché d'exportation est maintenant à risque. Nous n'avons plus le temps de reporter les échéances, il nous faut agir.

D'autres accords de libre-échange actuellement en négociation, comme les accords Canada-Colombie, Canada-UE, Canada-Inde et Canada-Ukraine présentent aussi de nombreuses possibilités. Mais un accord avec la Corée est cependant crucial pour notre industrie. Sans libre accès au marché coréen selon des modalités semblables à ce que la Corée a négocié avec nos concurrents, le porc canadien perdra non seulement de très intéressantes possibilités de croissance de plus de 300 millions par année, mais nos exportations actuelles vers ce marché prometteur seront compromises.

Vous savez sûrement que les producteurs de porcs canadiens se remettent tout juste de plusieurs années désastreuses. Nous sommes évidemment reconnaissants de ce que votre gouvernement a fait pour aider les producteurs de porcs à surmonter ces années difficiles et à s'adapter aux nouvelles réalités.

La force du dollar canadien et le coût élevé de l'alimentation animale continuent cependant d'être une source importante de difficultés pour notre industrie et notre accès au marché américain a été affecté par l'étiquetage obligatoire du pays d'origine. Les producteurs de porcs canadiens et les transformateurs dépendent grandement des exportations. Nous avons besoin d'avoir accès à tous les marchés possibles et nous ne pouvons pas nous permettre de renoncer à aucun de nos marchés actuels.

C'est un euphémisme d'affirmer que les négociations avec la Corée sont mises en attente. Elles sont en fait complètement interrompues depuis deux ans. Le Canada est pourtant le deuxième plus important exportateur de porc en Corée. L'année 2007 a été notre meilleure année, avec des exportations de 65 734 tonnes pour une valeur de 127 574 674 \$. En 2010, nous y avons exporté 55 162 tonnes pour une valeur de 99 440 695 \$. Ces exportations et les emplois qui leur sont associés sont donc à risque.

La Corée a négocié des accords de libre-échange avec le Chili et l'Union européenne. Les deux sont d'importants concurrents du Canada. L'accord de libre-échange entre la Corée et les États-Unis devrait être approuvé par le Congrès au cours des prochains mois.

Les États-Unis sont les premiers exportateurs de porc en Corée. Ils y ont exporté 80 000 tonnes en 2010. L'American Meat Institute prévoit que l'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée fera grimper les exportations annuelles à 600 000 tonnes, soit le double des exportations vers le Japon et plus de sept fois le volume des exportations américaines actuelles en Corée.

Un économiste de l'Université de l'État de l'Iowa, Dermot Hayes, a prédit que d'ici la fin de l'entrée en vigueur progressive de l'accord de libre-échange, les exportations américaines de porc en Corée totaliseront 870 millions de dollars. Selon des calculs prudents, lorsque l'accord de libre-échange sera complètement en vigueur, il va générer une somme additionnelle de 687 millions de dollars provenant des exportations de porc et fera augmenter le prix des porcs de 10 \$ par tête, comparativement à ce qui se serait produit si les États-Unis avaient perdu un marché d'exportation de cette envergure. Cette augmentation des prix des porcs se produirait même sur le Canada et l'UE concluaient tous deux des accords de libre-échange avec la Corée du Sud. La Corée absorbera à elle seule 5 pour cent de la production totale de porc américain. Lorsque l'accord sera pleinement en vigueur, on estime qu'il va générer plus de 9000 nouveaux emplois uniquement en raison de la hausse des exportations de porc.

Les tarifs coréens actuels sur les importations canadiennes de porc sont relativement élevés, soit 25 % pour le porc congelé et 22,5 % pour les produits réfrigérés. Le tarif applicable au porc congelé dans le cadre de l'accord de libre-échange Corée-États-Unis sera entièrement retiré en 2015. Les tarifs protégeant le marché beaucoup plus lucratif du porc réfrigéré seront graduellement éliminés sur 10 ans.

C'est précisément ce marché lucratif du porc réfrigéré dont le Canada a grandement besoin pour accroître ses exportations.

D'importants clients coréens ont conclu des contrats à terme avec des fournisseurs américains en prévision de la prochaine adoption de l'accord de libre-échange entre les deux pays. Étant donné

que les négociations entre la Corée et le Canada sont au point mort, aucun contrat de ce genre ne se concrétise avec le Canada.

Le marché coréen est très sensible aux prix. Un avantage tarifaire de quelques points seulement peut affecter les échanges commerciaux. Ainsi, le Chili a conclu un accord de libre-échange avec la Corée en 2004. Les exportations de porc congelé du Chili ont triplé en volume depuis l'entrée en vigueur de cet accord. Le Chili est maintenant le troisième plus important fournisseur de porc de la Corée.

Nous sommes inquiets de constater que nous sommes en fait avec la Corée dans la même position que nos concurrents américains prétendent être si le Canada arrive à conclure un accord avec la Colombie avant les États-Unis. Ils tentent tout ce qui est possible pour accélérer le processus. Washington a l'envergure et le pouvoir de rattraper ces négociations. Nous craignons qu'il soit impossible pour nous de récupérer le marché coréen si nous le perdons.

Sans accord de libre-échange, le porc canadien va rapidement perdre la position qu'il occupe actuellement sur le marché coréen. Ces dommages seront aggravés par une incapacité à répondre à la demande de la Corée qui est à la hausse depuis la découverte récente de foyers de fièvre aphteuse et en raison de la famine qui sévit en Corée du Nord. La Corée a besoin de notre porc pour surmonter ses urgences et ses problèmes structurels. Mais nous ne serons pas en mesure de faire face à la concurrence si nos compétiteurs ont accès à de meilleurs tarifs.

Nous ne voulons pas nous retrouver au centre d'une confrontation stratégique avec d'autres industries canadiennes qui pourraient réclamer de ne PAS conclure d'accord de libre-échange avec la Corée. Le Canada a d'importantes industries qui peuvent approvisionner avec succès ce marché en expansion de 49 millions d'habitants. Il est évident qu'il est urgent de reprendre les pourparlers et d'assurer aux producteurs et aux transformateurs de porc canadiens un accès amélioré attendu depuis 2004. Au chapitre des accords de libre-échange, celui entre le Canada et la Corée est le plus important pour le secteur porcin.

Il existe des moyens beaucoup plus efficaces et plus concrets pour reprendre ces négociations que d'attendre que l'autre partie se manifeste. Les secteurs problématiques de l'accord de libre-échange pour les industries canadiennes pourraient être négociés sur mesure et mis de côté pour être examinés plus en détail dans le cadre de mécanismes de consultations ministérielles. Le Mexique a employé cette approche, à la fois prudente et efficace, qui lui a été profitable dans le cadre de ses négociations pour un accord de libre-échange.

Il existe actuellement d'importantes possibilités de nouveaux marchés pour les exportations canadiennes de porc en Corée. Il s'agit d'une occasion qui n'est pas vraiment à long terme et si nous passons à côté, les problèmes des producteurs de porcs, des transformateurs et des exportateurs vont continuer et seront gravement exacerbés. Sans accord de libre-échange, nous resterons à l'extérieur de l'action pour regarder nos concurrents américains, chiliens et européens s'emparer de notre importante part de marché.

Le président Obama s'est impliqué activement pour que les négociations de libre-échange se poursuivent entre les États-Unis et la Corée. Depuis plusieurs années, nous avons frappé à toutes

les portes et nous nous sommes entretenus avec tous ceux qui acceptaient de nous écouter pour les convaincre de l'importance de conclure un accord avec la Corée.

Normalement, cette question ne devrait pas vous être soumise directement, Monsieur le Premier Ministre. Mais nous n'avons plus le choix. Nous avons besoin de votre aide, nous avons besoin que la reprise de ces négociations devienne un dossier prioritaire.

Nous ne pouvons pas compter sur la reprise des négociations dans le cadre du cycle de Doha ou sur la croissance mondiale du marché pour nous donner accès aux marchés dont nous avons grandement besoin. L'espoir n'est pas une stratégie commerciale efficace.

Nous vous demandons de mandater vos négociateurs de reprendre les négociations avec la Corée et de mettre tout en œuvre sur une base urgente pour résoudre le plus rapidement possible les questions qui restent à régler.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos salutations distinguées.



Jurgen Preugschas
Président, Conseil canadien du porc



Édouard Asnong
Président, Canada Porc
International



Brian Read
Président, Conseil des viandes du
Canada